

Parente et Prescott ont, pour leur part, suivi 102 économies entre 1960 et 1985.² Leur étude les a menés à quatre constatations à valeur générale :

- Les disparités frappantes entre les revenus réels par habitant des divers pays se répétaient d'année en année. En 1985, les pays les plus productifs obtenaient, à ce chapitre, un résultat de 29 fois supérieur à celui des pays les moins productifs.
- Les disparités entre les revenus n'ont ni augmenté, ni diminué. L'écart relatif entre les pays les plus riches et les plus pauvres est resté essentiellement constant entre 1960 et 1985.
- Tous les pays ont vu leur revenu par habitant augmenter. Dans l'ensemble, les pays mieux nantis se sont enrichis en termes réels, mais il en est de même pour les pays plus pauvres.
- Cette tendance masque cependant certains déplacements dans la composition des groupes de pays. Plusieurs d'entre eux ont progressé dans l'échelle des revenus comparatifs, mais autant ont régressé. L'Arabie saoudite, la Corée du Sud, la Thaïlande et Taïwan, entre autres, ont vu leur PIB réel par habitant augmenter, au contraire par exemple du Mozambique, du Ghana et du Nicaragua.

Le portrait général est donc le suivant : la répartition des revenus réels par habitant est restée relativement stable à l'échelle mondiale, mais les chiffres eux-mêmes ont augmenté au cours du siècle, en même temps que certains pays en supplantaient d'autres. À quels facteurs économiques et politiques peut-on attribuer les écarts entre les taux de croissance? Pourquoi certains pays, notamment en Asie du Sud-Est, ont-ils réussi à accroître leur production et à hausser leur niveau de vie, tandis que d'autres, principalement ceux de l'Afrique sub-saharienne, marquaient le pas? Voilà quelques-unes des questions auxquelles nous tenterons ici de répondre. Dans le chapitre suivant, nous nous pencherons sur la théorie conventionnelle de la croissance et cernerons les assises théoriques des travaux analysés. Dans le troisième chapitre, nous étudierons les thèses et les recherches plus récentes, qui avaient pour but de combler les lacunes de la théorie conventionnelle. Le chapitre 4 rassemble nos conclusions et expose brièvement leur signification au plan de la politique canadienne. Nous avons notamment voulu, à la lumière des chiffres disponibles, cerner les objectifs que pourrait poursuivre le Canada dans ses programmes d'aide internationale et les politiques qu'il pourrait défendre auprès des institutions financières internationales afin de stimuler à l'avenir la croissance des pays en développement.

² Parente, Stephen L. et Edward C. Prescott. «Changes in the Wealth of Nations», *Federal Reserve Bank of Minneapolis Quarterly Review*, vol. 17, n° 2 (printemps 1993), pp. 3-16.